


RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Chiffres du chômage: explosion des contrats courts, le gouvernement vise le plein emploi... précaire !

La Dares a publié, ce mercredi, les statistiques des privé.es d'emploi inscrit.es à Pôle emploi pour le 3^{ème} trimestre 2023.

Force est de constater que le timing n'est pas bon pour le gouvernement qui passe actuellement en force la réforme France travail dite « plein emploi ». En effet, si l'augmentation des privé.es d'emploi en catégorie A (+0,7% au 3^{ème} trimestre 2023 en France métropolitaine) n'est pas fulgurante, les autres données en disent long sur l'impact des dernières réformes en matière d'assurance chômage et d'emploi :

- Les jeunes de moins de 25 ans sont les premières victimes des réformes successives, l'inscription des moins de 25 ans en catégorie A croît de 3,2% cette année.
- Le nombre de privé.es d'emploi en catégorie B c'est-à-dire en activité réduite courte augmente de 3,2% sur un an.
- L'inscription à Pôle emploi consécutive à des contrats de moins de 20h/semaine augmente elle de 21,5% sur un an !
- Le secteur de l'intérim ne cesse, lui aussi, de faire grossir les rangs des privé.es d'emploi avec une augmentation de 4,2% sur l'année.

Mais de manière à limiter la casse, le gouvernement a trouvé la parade avec une augmentation des radiations de 12,4% sur l'année 2023 !

Ces chiffres sont donc le reflet parfait des ambitions de plein emploi du gouvernement : le plein emploi précaire, à temps réduit, en contrat court. Couplés à la baisse de l'indemnisation des privé.es d'emploi (seul.e.s 36% sont indemnisé.e.s), le gouvernement pousse les privé.es d'emploi aux *minima sociaux*, eux-mêmes bientôt conditionnés à une forme de travail forcé.

En raison de la mise en œuvre de France travail, il s'agit sans doute des derniers chiffres publiés sous cette forme par la Dares. Effectivement, la réforme va, mécaniquement, augmenter le nombre de privé.es d'emploi puisque les presque 2 millions d'allocataires du RSA - et leurs conjoint.e.s - devront s'inscrire à Pôle emploi. La CGT attend donc le nouveau tour de passe-passe du gouvernement pour moduler à la baisse, encore une fois, ces chiffres illusoires qui ne sont jamais la réalité du nombre réel des privé.e.s d'emploi en France.

La CGT continue d'affirmer son opposition à la réforme du plein emploi précaire et revendique la prise en compte de toutes et tous les privé.e.s d'emploi dans les statistiques de la Dares, l'annulation des réformes d'assurance chômage. Pour la CGT les négociations actuellement en cours sur l'assurance chômage doivent permettre l'obtention de nouveaux droits notamment pour les plus précaires.

Montreuil, le 25 octobre 2023